**Revue européenne des migrations
internationales**

vol. 24 - n°3 | 2008
Numéro ouvert

Nouvelle immigration chinoise et société d'accueil japonaise : entre représentations criminalisantes et ascension sociale

Chinese New Migrants and the Japanese Host Society : Criminaziling

Representations versus Social upward Mobility

*Inmigración china reciente y sociedad japonesa : entre representaciones
criminalizantes y ascensión social*

Hélène Le Bail

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/remi/4843>

DOI : 10.4000/remi.4843

ISSN : 1777-5418

Éditeur

Université de Poitiers

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2008

Pagination : 53-77

ISBN : 978-2-911627-50-7

ISSN : 0765-0752

Référence électronique

Hélène Le Bail, « Nouvelle immigration chinoise et société d'accueil japonaise : entre représentations criminalisantes et ascension sociale », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 24 - n°3 | 2008, mis en ligne le 01 décembre 2011, consulté le 15 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/remi/4843> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/remi.4843>

Nouvelle immigration chinoise et société d'accueil japonaise : entre représentations criminalisantes et ascension sociale

Hélène LE BAIL*

L'expression « nouvelle immigration chinoise » désigne au Japon les résidents chinois arrivés au cours des deux dernières décennies, suite à l'ouverture progressive des frontières chinoises. Par opposition avec la vieille communauté chinoise — les *oldcomers* — dont les membres sont arrivés avant la fin de la Deuxième Guerre mondiale venant le plus souvent de l'ancien Empire colonial japonais, les Chinois issus des nouveaux flux de migration sont désignés par le terme de *newcomers*. Il existe un contraste saisissant entre la réalité de la situation sociale de ces newcomers et l'image qu'en a la grande majorité des Japonais. En effet, alors que cette population possède un niveau de formation exceptionnellement élevé et présente une forte mobilité socio-professionnelle, la presse japonaise, et avec elle l'opinion publique véhicule, avant tout l'image d'un Chinois en situation irrégulière, voire potentiellement criminel.

La récente immigration chinoise au Japon est représentative du processus d'ascension sociale des Chinois à l'étranger qui se retrouve dans de nombreux autres pays et commence à faire l'objet de quelques travaux de recherche (Zhang, 2003 ; Zweig, Chen et Rosen, 2004 ; Li, 2002 ; Thunø, 2002). Ce processus, résultat de la mobilité d'un nombre croissant d'étudiants et de travailleurs hautement qualifiés, est particulièrement intéressant à analyser au Japon, où les étudiants devenus résidents sont proportionnellement très nombreux parmi les résidents chinois¹.

* Chercheur au Programme Chine, Centre Asie de l'Ifri, Paris. lebail@ifri.org

1 Dans une moindre mesure, les résidents chinois arrivés comme étudiants sont également proportionnellement nombreux dans les pays d'immigration anglo-saxons tels que les États-Unis, le Canada ou l'Australie.

Malgré un niveau d'éducation et de qualification en moyenne très élevé, les Chinois sont souvent l'objet de représentations dévalorisantes. Ce décalage entre réalité et perceptions est certainement symptomatique du récent repli sécuritaire de la société japonaise, de la montée dans le discours politique de la xénophobie, de la crainte qu'inspire le nationalisme chinois, crainte à mettre en rapport avec les tensions récurrentes dues aux différends historiques, enfin de l'impasse dans laquelle se trouve la (non-)politique d'immigration japonaise et de l'essoufflement relatif des politiques multiculturelles lancées dans les années 1990 par les autorités locales. Cependant, si les représentations des Chinois au Japon nous renseignent sur les malaises au sein de la société japonaise, la mobilité sociale ascendante des Chinois au Japon, leur participation relativement forte à la vie locale, associative, civique indiquent que, malgré la lenteur des changements, le Japon est en train de devenir une société pluriculturelle.

SUR-MÉDIATISATION DE LA CRIMINALITÉ CHINOISE : UN RÉVÉLATEUR DES MALAISES DE LA SOCIÉTÉ JAPONAISE

Le traitement de la criminalité chinoise par les médias : lecture du quotidien *Asahi Shimbun*

L'insistance avec laquelle la criminalité étrangère est traitée par les médias, mais aussi par les diverses institutions étatiques, n'a rien de nouveau. Cependant les communautés étrangères les plus visées par cette vigilance n'ont pas toujours été les mêmes. Au cours des années 1950-1970, les Coréens, dont la communauté était alors de loin la plus nombreuse, ont été les premières victimes des parallèles établis dans les esprits entre communauté étrangère et troubles sociaux. À partir des années 1980 et jusqu'au milieu des années 1990, le discours sur la criminalité étrangère s'est focalisé sur les migrants d'Asie centrale et la question du trafic de drogue. Puis, progressivement, la criminalité chinoise a accaparé l'attention aussi bien des institutions étatiques que de la presse.

Une couverture médiatique croissante

La base de données des archives électroniques de l'*Asahi Shimbun*,² permet d'étudier l'évolution du traitement de la criminalité chinoise depuis 1985. La hausse du nombre d'articles portant sur cette question au cours des dernières années est remarquable. En entrant comme critères de recherche les mots « Chinois », « criminalité » et « Japon », nous avons obtenu les résultats présentés dans la figure 1.

2 Le DNA répertorie tous les articles parus non seulement dans l'édition nationale de l'*Asahi Shimbun*, mais aussi dans les éditions locales de Ōsaka, Hokkaido, Nagoya et Kyūshū, ainsi que dans la revue *Aera*.

Figure 1 : Nombre d'articles de l'*Asahi Shimbun* traitant de la criminalité chinoise au Japon, 1985-2004

Source : Base de données électronique de l'*Asahi Shimbun* (DNA) [consultée au cours du mois de février 2005].

Malgré les distorsions possibles, les résultats mettent en lumière une hausse de la couverture des questions de criminalité chinoise au cours des années 1990, puis, de manière encore accrue, au cours des premières années de la décennie 2000. Au total, entre 1985 et 2004, ce sont 506 articles qui correspondaient aux trois critères. Sur la même période, les articles concernant d'autres communautés étrangères sont beaucoup moins nombreux (239 articles concernaient les Coréens, 85 les Philippins, 29 les Brésiliens)³.

La plus grande médiatisation de la criminalité chinoise peut s'expliquer par le fait que les Chinois sont les plus nombreux à être inculpés dans des affaires de droit pénal (4 554 personnes en 2003, contre 1 005 Brésiliens ou 496 Coréens). Ils représentent, selon les statistiques de l'Agence nationale de police concernant la

3 La méthode de recherche dans la base de données de l'*Asahi Shimbun* reste relativement simple. Certains articles sans rapport direct avec la question de la criminalité au Japon se sont glissés dans les résultats. Dans le cas de la recherche avec les critères « Coréens/criminalité/Japon », un certain nombre d'articles concernent en réalité les enlèvements de Japonais par la Corée du Nord dans les années 1960, ou encore la criminalité japonaise pendant la période de colonisation (en particulier la question des femmes de réconfort). Ainsi le nombre d'articles traitant de la question de la criminalité coréenne au Japon est en réalité très inférieur au chiffre de 239. Les critères de recherche ont également entraîné la sélection de quelques articles traitant de la criminalité japonaise en Chine ou dans les autres pays. Inversement, certains articles ont dû échapper à la recherche proposée si le vocabulaire utilisé par le journaliste différait.

criminalité étrangère, un peu plus de 40 % des cas. Toutefois il est important de rappeler, ce qui est rarement fait dans la presse, que ces statistiques ne prennent en compte que les résidents en séjour non permanent. Or parmi ces derniers 30 % sont des Chinois, ce qui permet de relativiser l'impression donnée par les médias d'une surreprésentation des Chinois dans les statistiques de la criminalité.

Les années 1990 : Chinois, immigration clandestine et criminalité organisée

Une analyse systématique des articles parus au cours des vingt dernières années sur la criminalité chinoise au Japon permet d'observer l'évolution des thèmes récurrents. Tout au long des années 1990, les deux principaux thèmes sont la criminalité organisée et les entrées clandestines. Pour ce qui est de la criminalité organisée, un des sujets privilégiés est celui d'un groupe mafieux hongkongais, le 14K, qui serait implanté au Japon depuis la seconde moitié des années 1980 et qui par un système d'allers-retours de membres toujours différents serait impliqué dans un grand nombre d'affaires de cambriolage, de faux papiers, de falsification de cartes prépayées de *pachinko*⁴, de bons-cadeaux et de cartes de crédit⁵.

Mais plus encore que les activités des grands groupes criminels, la question des « têtes de serpent » (*shetou*) du Fujian et de l'entrée massive de clandestins chinois a été un sujet favori des années 1990. La presse et l'opinion ont commencé à parler de l'existence de flux de clandestins en 1989, année où 107 Chinois avaient été découverts à bord d'un bateau dans une île de la préfecture de Nagasaki. À partir de cette date le phénomène a pris de l'ampleur, le nombre d'arrestations de Chinois atteignant son plus haut niveau en 1997 (1 209). Depuis, le renforcement des contrôles et des peines semble avoir fait baisser les flux de clandestins.

Le corpus d'articles de l'*Asahi Shimbun* étudié souligne à plusieurs reprises les connexions entre immigration irrégulière et organisations criminelles qui embriagent des clandestins dans leurs activités. Les Chinois entrés au Japon avec l'aide d'un intermédiaire sont en effet rendus vulnérables par le montant élevé de leurs dettes. La survalorisation des liens qui existent entre immigration clandestine, criminalité organisée et criminalité étrangère est parfois analysée comme étant un effet de la concurrence interministérielle : obtenir le soutien de l'opinion publique sur une question sociale permet de s'assurer une meilleure dotation budgétaire. La médiatisation de l'image d'un clandestin au cœur d'un large système mafieux et prédisposé à la criminalité serait, selon ce type d'analyse, le fruit d'une communication orientée de la part des autorités japonaises en charge des questions de sécurité :

4 Machine à sous proche du flipper, très populaire au Japon.

5 « *Hong Kong mafia anyaku, sono na ha 14K. Nihon ni sennin, bōryokudan to kettaku* » (La mafia de Hong Kong avance dans l'ombre, les 14K, mille hommes au Japon, de connivence avec les gangs japonais) in *Asahi Shimbun*, 13 février 1997 : 1. « *Hong Kong mafia* » (Mafia de Hong Kong), *Asahi Shimbun*, 18 mars 1998 : 31.

« *L'image d'une organisation unique de "têtes de serpents", dirigée par des Chinois affiliés à l'abominable 14K et introduisant au Japon des migrants chinois prédisposés aux actes criminels fait peur. L'image est clairement plus inquiétante que si les forces de l'ordre parlaient de l'existence d'une multitude de réseaux clandestins, de migrants illégaux peu disposés à des comportements criminels, de la responsabilité des employeurs japonais et de l'effet inattendu sur les yakuza de la législation contre le crime organisé.* » (Friman, 2001 : 310).

L'image ainsi diffusée d'une population en situation illégale qui ferait le « lit de la criminalité organisée » a imposé sur le long terme une image négative de la population chinoise au Japon. À tel point qu'aujourd'hui encore, les Chinois sont tous renvoyés à l'image du clandestin par certains Japonais.

Les années 2000 : étudiants chinois et criminalité

Au tournant du siècle, le point de focalisation change : la question des clandestins chinois, sans être oubliée, passe au second plan et le thème de la délinquance/criminalité des étudiants occupe le devant de la scène. Le thème avait déjà été abordé au cours des années 1990, mais il ne s'agissait encore que d'articles isolés. En juillet 1999, un article de l'*Asahi Shimbun* titrait : « Étudiants étrangers au Japon, des difficultés à mener leurs études. 1 137 affaires de vols, les Chinois impliqués dans plus de la moitié des cas »⁶. L'article développait le thème de la « désertion » (*shissô*) des étudiants et des stagiaires, phénomène qui a pris de l'ampleur à la fin des années 1990. Selon cet article, en 1995, 199 cas d'étudiants et stagiaires qui ne fréquentaient plus leur école ou leur entreprise avaient été déclarés à la police ; en 1997, le nombre de cas atteignait 335. L'article souligne que ces « désertions », qui ont lieu en général dans des villes de taille moyenne, voire des petites villes, s'expliquent surtout par la difficulté pour les étudiants de trouver des emplois temporaires indispensables pour payer leurs études ou les frais de leur vie quotidienne. Les stagiaires, auxquels les entreprises ne sont pas tenues de verser un salaire, sont, eux aussi, nombreux à se retrouver dans une précarité inquiétante.

Le thème du « problème de la criminalité étudiante » est ainsi posé. Le nombre d'articles du *Asahi Shimbun* concernant la criminalité chinoise en général et la criminalité des étudiants chinois en particulier augmente fortement en 2000 (44) et à nouveau en 2003 et 2004 (respectivement 60 et 64). Ceci s'explique en partie par la succession d'un certain nombre d'affaires criminelles ayant impliqué des étudiants chinois au cours de ces années. Elles ont fait l'objet d'une couverture médiatique très importante. Il s'agissait certes d'affaires graves, mais leur médiatisation se comprend aussi par le fait que depuis plusieurs années l'Agence nationale de police insistait dans ses rapports sur la hausse rapide de la criminalité parmi les étudiants étrangers. Entre 1998 et 2003, le nombre d'arrestations d'étudiants étrangers pour des affaires pénales

6 « *Gaikokujin ryûgakusei, gaku nari gatashi. Nusumi tekihatsu 1137 ken, chûgokujin ga hansû goe* » (Difficultés à mener les études pour les étudiants étrangers. 1137 affaires de vol dénoncées, plus de la moitié sont des Chinois) in *Asahi Shimbun*, 16 juillet 1999 : 1.

est passé de moins de 1 000 cas à près de 2 500 cas dont plus de 2 000, 80 % du total, étaient chinois⁷. La hausse de la criminalité parmi les étudiants chinois est indéniable, mais rappelons cependant, ce que la presse fait rarement, qu'ils représentent plus de 70 % des étudiants étrangers.

L'étranger bouc émissaire des crispations sociétales

Bien que le Japon, par comparaison avec d'autres pays d'immigration, n'ait jusqu'ici quasiment pas connu de tensions xénophobes ou de manifestations violentes du rejet des étrangers, il est indéniable que les flux croissants entraînent des crispations. Les résidents étrangers représentent fin 2006 1,6 % de l'ensemble de la population du pays (un peu plus de 2 millions de personnes). Les Coréens restent longtemps les plus nombreux, mais leur nombre est dépassé par celui des Chinois à la fin de 2007. Dans certaines villes industrielles ou quartiers des grandes villes, la présence étrangère peut atteindre jusqu'à 15 % de la population locale et devient ainsi de plus en plus visible.

Parmi ces résidents étrangers beaucoup peuvent être considérés comme des travailleurs non qualifiés sans être nommés comme tels. Niant la possibilité de devenir un pays d'immigration, le gouvernement japonais n'a pas mis en place de politique d'accueil, voire d'intégration au niveau national. Aujourd'hui le Japon se retrouve confronté aux problèmes et aux contradictions nés de sa non-politique d'immigration. La réalité, celle de la présence croissante des étrangers appelle à opérer des changements en profondeur difficile à mettre en œuvre.

Racisme différentialiste : l'harmonie sociale japonaise en danger

Au Japon, le mythe de l'homogénéité nationale favorise le développement d'un « nouveau racisme ». Le nouveau racisme, tel que Martin Barker l'a théorisé (1981), n'établit pas un rapport explicite d'infériorité-supériorité entre des groupes ethniques, mais identifie un Moi et un Autre et cherche à tenir cet Autre à distance, supposant que sa différence est une menace à sa propre identité. On parle aussi de racisme différentialiste. En France, Pierre-André Taguieff, Etienne Balibar ou Michel Wieviorka ont abordé la question.

« Le nouveau racisme est [...] un racisme dont le thème dominant n'est pas l'hérédité biologique, mais l'irréductibilité des différences culturelles ; un racisme qui, à première vue, ne postule pas la supériorité des certains groupes ou peuples par rapport à d'autres, mais "seulement" la nocivité de l'effacement des frontières, l'incompatibilité des genres de vie et des traditions : ce qu'on a pu appeler à juste titre un racisme différentialiste » (Balibar et Wallerstein, 1988 : 33).

⁷ Rainichi gaikokujin hanzai no genjō (État de la criminalité étrangère au Japon) [en ligne]. Tokyo : Keisatsuchō, 2003 [réf. de juillet 2003]. Disponible sur : <http://www.npa.go.jp/kokusai2/15a/contents.htm>.

Au Japon, le racisme différentialiste rejette l'autre non seulement sur des critères culturels, mais aussi sociaux, puisque le travailleur étranger (non qualifié) est également un intrus dans une société de classe moyenne censée être hautement égalitaire (Lie, 2000). Ce racisme différentialiste est illustré par la façon dont l'étranger tient le rôle du fauteur de troubles, de menace pour l'harmonie propre à la société japonaise. Les étrangers sont ainsi la cible de récriminations quotidiennes quant à l'incompatibilité de leur mode de vie avec celui des Japonais : « [les étrangers] font du bruit tard le soir », « ils ne respectent pas les règles de recyclages des ordures », etc. (Miyajima, 1997 : 132). Mais le rejet peut être plus grave lorsque les étrangers sont victimes d'un discours criminalisant. Observons un sondage d'opinion sur les travailleurs étrangers réalisé par le cabinet du Premier ministre (tableau 1).

Tableau 1 : Sondage d'opinion concernant les travailleurs étrangers au Japon

Question : « Si vous avez répondu que le Japon ne devrait pas accepter de travailleurs non qualifiés, pourriez-vous indiquer les principales raisons ? » (choix multiples)			
	1990	2000	2004
<i>Étant donné que le Japon connaît un chômage croissant, ce serait un impact négatif sur la situation de l'emploi</i>	52,7 %	59,0 %	40,8 %
<i>Leur présence risque de dégrader l'ordre public</i>	54,0 %	62,9 %	74,1 %
<i>Engager un étranger quand un Japonais ne veut pas faire un travail n'est pas une bonne façon de penser les choses</i>	20,6 %	26,0 %	28,3 %
<i>Cela risque de détériorer les conditions de vie des Japonais</i>	14,8 %	15,7 %	16,0 %
<i>Crainte que leur présence intensifie les tensions au niveau des communautés locales</i>	38,7 %	45,1 %	49,3 %
<i>Leur présence va alourdir pour les Japonais le poids des frais de la sécurité sociale et de l'éducation</i>	-	11,2 %	14,3 %
<i>Le Japon n'a toujours pas une culture et un savoir-faire propices à l'accueil d'un grand nombre d'étrangers</i>	-	-	20,7 %
<i>Crainte que le Japon ne perde sa propre culture</i>	6,7 %	10,7 %	-

Sources : Bureau d'information du cabinet du Premier ministre : *Gaikokujin rôdôsha no ukeire ni kansuru seron chôsa* (Sondage d'opinion sur l'accueil de travailleurs étrangers) [en ligne]. Tokyo : cabinet du Premier ministre, 2000 et 2004 [consulté le 10 mars 2005]. Disponible sur : <http://www8.cao.go.jp/survey/h16/h16-foreignerworker/index.html>.

Les deux principales raisons avancées contre l'ouverture des frontières aux travailleurs étrangers sont la détérioration de l'ordre public et le risque de troubles sociaux. La crainte de voir l'insécurité monter atteint un niveau de 74,1 % des réponses et connaît une forte hausse depuis quinze ans (54 % des réponses en 1990). De même, la crainte des tensions au niveau local est passée de 38,7 % des réponses en 1990 à 49,3 % en 2004. De plus, le sondage avait introduit une nouvelle réponse en 2004 « Le Japon n'a toujours pas une culture et un savoir-faire propices à l'accueil d'un grand

nombre d'étrangers » qui laisse entendre qu'il existe un trop grand fossé culturel, ou que le Japon est une société depuis trop longtemps homogène pour que la rencontre entre Japonais et étrangers se fasse sereinement.

La principale crainte exprimée par les personnes interrogées est que le haut niveau d'harmonie, de compromis et de sécurité qui caractérise la société japonaise soit mis à mal. L'harmonie et l'ordre public peuvent être considérés comme des composantes du mythe national. Il est courant au Japon de montrer du doigt les troubles sociaux auxquels font face les autres pays industrialisés. Le parallèle est alors souvent fait entre société d'immigration/multiculturelle et soumise aux troubles sociaux et société japonaise homogène à l'abri de ces problèmes. Lors d'un discours en septembre 1986, le Premier ministre de l'époque, Nakasone Yasuhiro, avait ainsi déclaré que l'homogénéité du peuple japonais expliquait que le niveau intellectuel y soit plus élevé que dans la société américaine multiethnique. Cette remarque soulevant de vives protestations, Nakasone avait tenté de se justifier en affirmant qu'il voulait parler du handicap dont les États-Unis souffraient étant donné les dysfonctionnements sociaux liés à la présence de nombreux groupes ethniques. L'idée que l'homogénéité est source de stabilité et la pluralité source de désordre est fortement ancrée au Japon.

L'immigré est un Autre qui vient troubler le dispositif social japonais et il n'est alors pas étonnant que la raison principale du rejet des étrangers, plus que la question du chômage, soit celle de la sécurité et de la paix sociale. Cependant, pour bien comprendre les résultats du sondage de 2004, il est important de les remettre dans leur contexte, celui de la montée du discours sécuritaire où les parallèles dressés entre travailleurs étrangers, insécurité et désordre social deviennent de plus en plus communs. La criminalité étrangère est devenue un thème préférentiel des autorités, de la presse et de l'opinion publique.

L'étranger, victime de la montée du discours sécuritaire

Le sondage d'opinion sur les travailleurs étrangers a été réalisé juste avant le léger renouveau économique enregistré en 2004, et surtout juste après une campagne électorale en 2003 qui s'était focalisée sur la question de la sécurité (et donc indirectement sur celle de l'internationalisation de la criminalité). Comme dans le cas de l'harmonie sociale, il existe au Japon une fierté à souligner que le pays est extrêmement sûr. Aux lendemains de la campagne électorale, en décembre, le gouvernement a d'ailleurs publié un texte au titre évocateur : « Plan d'action pour la réalisation d'une société bien protégée contre la criminalité — Pour un renouveau du "Japon, pays le plus sûr au monde" » (*Hanzai ni tsuyoi shakai no jitsugen no tame no kôdô keikaku*. "Sekai ichi anzen na Kuni, Nihon" no fukukatsu mezashite) (Réseau de surveillance..., 2004 : 24). La campagne a parfaitement reflété l'intérêt croissant porté depuis la seconde moitié des années 1990 à la question de l'ordre public. À la suite des attaques terroristes du 11 septembre sur New York, le thème de la sécurité est devenu omniprésent dans la presse et a rapidement dévié vers des questions de politique intérieure et en particulier de criminalité.

Le parallèle dressé entre la présence de communautés étrangères et les problèmes de sécurité et d'ordre public n'est pas nouveau. Depuis la fin des années 1980, la criminalité étrangère était devenue un thème privilégié par l'Agence nationale de police dans ses rapports annuels. Ainsi en 1987, pour la première fois, une grande partie de son rapport est consacré à la criminalité des étrangers au Japon⁸ dans un dossier spécial intitulé : « Les mesures prises par la police pour répondre à l'internationalisation »⁹. En 1990, le rapport de l'Agence nationale de police porte spécifiquement sur « La police face à l'augmentation rapide des travailleurs étrangers »¹⁰. Il a été publié juste après l'entrée en vigueur de l'amendement à la loi sur le contrôle de l'immigration (juin 1990) et a connu un écho immédiat dans la presse (Herbert, 1996 : 196-197). Ce livre blanc a voulu mettre en relief la hausse de la criminalité étrangère sous des aspects aussi divers que le séjour en situation irrégulière, le travail illégal et les infractions au code pénal. Il proposait également les résultats d'un sondage auprès de la population japonaise et leur inquiétude quant à la montée de l'insécurité. Par la suite, l'Agence nationale de police aborde régulièrement le thème de la criminalité des étrangers dans ses rapports annuels.

Teranaka Makoto, d'*Amnesty International Japon*, souligne que le principal problème est que la presse a repris les déclarations de la police sans aucun sens critique. L'idée même que l'on observe une dégradation de la sécurité n'est jamais remise en question (Réseau de surveillance..., 2004 : 10-11). Le rapprochement fait entre dégradation de la sécurité et immigration est également souvent tenu pour acquis.

Face à une presse qui ne met pas en perspective les statistiques de la criminalité étrangère, qui n'approfondit pas l'analyse et qui, par là, alimente le discours alarmiste, un Réseau de surveillance des discriminations envers les étrangers (*Gaikokujin sabetsu watch network*)¹¹ s'est mis en place. Ce réseau d'associations a publié un ouvrage intitulé « *Les étrangers assiégés. Les boucs émissaires de la "dégradation de l'ordre public"* » (Réseau de surveillance..., 2004). Il tente de déconstruire chacune des idées reçues sur la criminalité étrangère telles qu'elles sont véhiculées par les médias, mais aussi par des administrations officielles. L'objectif de ce réseau est de prendre le contre-pied d'un discours criminalisant qui tend à ostraciser les étrangers.

8 Les statistiques de l'Agence nationale de police distinguent entre les étrangers en séjour court ou long et les étrangers en séjour permanent, ces derniers sont comptabilisés avec les Japonais. Quand nous parlons d'étrangers ici, il s'agit donc du premier groupe de personnes.

9 Agence nationale de police : *Shôwa 62 nen keisatsu hakusho – Kokuzaika no shinten ni taiô suru keisatsu katsudô* (Livre blanc de la Police 1987 - Les mesures prises par la police pour répondre à l'internationalisation) [en ligne]. Tokyo : Keisatsuchô, 1987. Disponible sur : <http://www.npa.go.jp/hakusyo/s62/s62index.html>

10 Agence nationale de police : *Heisei 2 nen keisatsu hakusho – gaikokujin rôdôsha no kyûzô to keisatsu no taiô* (Livre blanc de la Police 1990 - La police face à l'augmentation rapide des travailleurs étrangers) [en ligne]. Tokyo : Keisatsuchô, 1990. Disponible sur : <http://www.npa.go.jp/hakusyo/h02/h02index.html>

11 Ce réseau rassemble, entre autres, Amnesty international Japon, le Réseau national de solidarité avec les travailleurs immigrés, la ligue des libertés et des droits de l'homme, le Comité catholique des réfugiés et immigrés, Peace Boat, l'Association d'enquête sur les questions d'immigration et le Syndicat général du travail.

Dans ce recueil de textes, les auteurs analysent de manière approfondie les statistiques de la police, et les replacent dans leur contexte social. Ils commencent par remettre en question l'idée même de « dégradation de l'ordre public » (*Chian akka*) : si le nombre d'affaires relevant du droit pénal augmente depuis les années 1970, le nombre d'arrestations, lui, baisse. L'impression que « l'ordre public se dégrade au Japon ces dernières années » est due à une plus grande propension des victimes à déclarer les actes de criminalité, ainsi qu'à une plus grande rigueur de la police dans l'enregistrement des plaintes.

Deuxième préjugé remis en question, celui faisant des étrangers les principaux responsables de la hausse de la criminalité. En réalité la proportion des étrangers arrêtés pour violation du code pénal par rapport aux Japonais est restée stable, autour de 2 %, depuis le début des années 1990.

Tableau 2 : Pourcentage d'étrangers dans l'ensemble des arrestations 1993-2003

1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
2,4	2,3	2,2	2,0	1,7	1,7	1,9	2,0	2,2	2,2	2,3

Source : Réseau de surveillance des discriminations envers les étrangers : *Gaikokujin hôimô*, p. 11.

Une autre idée reçue récurrente dans les discours des hommes politiques ou dans les médias est que « les étrangers en situation irrégulière font le lit de la criminalité ». Or selon le Réseau de surveillance des discriminations envers les étrangers, en 2003, les immigrants en situation irrégulière ne représentaient que 0,4 % de l'ensemble des arrestations d'étrangers pour violation au code pénal et 17 % de l'ensemble des arrestations d'étrangers (sur l'ensemble des arrestations beaucoup relèvent en effet de l'infraction à la loi sur l'immigration). Peut-on dans ce cas parler de « lit de la criminalité » ? De plus, comme le rappelle Wolfgang Herbert, si l'on veut comparer la criminalité des étrangers avec celle des Japonais, il faut étudier des groupes de référence homogènes pour corriger tous les facteurs de distorsion. En particulier dans le cas de la population étrangère en situation irrégulière, on observe une surreprésentation de la classe d'âge des 20-30 ans et une surreprésentation masculine. Or il s'agit précisément dans toute société du genre et de la classe d'âge la plus souvent responsable de délits et des crimes. Notons également que les travailleurs étrangers sont surreprésentés dans des activités offrant plus d'opportunités d'entrer dans l'illégalité. Par exemple, deux tiers des femmes immigrées travaillent comme hôtesses de bar et risquent d'être poussées à la prostitution ou d'être en contact avec de la drogue, donc d'être en infraction avec les lois (Herbert : 205-208).

Le recueil édité par le Réseau de surveillance des discriminations envers les étrangers déconstruit également l'idée que la criminalité étrangère est de plus en plus violente. Malgré des faits divers particulièrement violents qui ont fait la une de la presse dernièrement, la criminalité des étrangers est moins violente en moyenne que

celle perpétuée par les Japonais (p. 13). Le recueil démontre aussi que le lien entre criminalité étrangère et criminalité organisée est largement exagéré. Les auteurs soulignent que la tendance à amalgamer la questions de crime organisé international et celle de la criminalité des étrangers tend à renforcer l'image d'un migrant potentiellement dangereux (p. 15).

Un renouveau des discriminations justifié par l'insécurité

Le climat d'insécurité et la focalisation sur la criminalité des étrangers contribuent très certainement au développement de pratiques discriminatoires. En particulier, depuis quelques années, on a vu fleurir sur la porte des *izakaya* (bars traditionnels japonais) ou des *onsen* (sources d'eaux chaudes) des pancartes demandant aux étrangers de ne pas entrer. Très souvent à Tokyo, les Chinois sont explicitement désignés.

Selon Debito Arudou¹² (Dave Aldwinckle, dont le nom a été nipponisé lors de sa naturalisation), qui depuis longtemps traque au Japon toutes les occurrences de discrimination, le problème a commencé en 1993 quand un *onsen* de Hokkaido a affiché une pancarte interdisant l'entrée aux étrangers. Les autorités ont reconnu qu'il s'agissait de discrimination mais ont refusé de reconnaître que ce genre de pratique était une violation de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, une Convention de l'ONU de 1965 que le Japon a ratifiée en 1995. Étant donné le manque de réaction des autorités, cette pratique discriminatoire s'est répandue, d'abord à Hokkaido puis dans l'ensemble du pays¹³. En 2001, des affiches de la police, imprimées en japonais et en chinois, annonçaient dans le métro : « Si vous voyez un Asiatique suspect, prévenez-nous ». L'année précédente, l'Agence nationale de police avait distribué des tracts de prévention sur lesquels était écrit : « Si vous pensez qu'il peut s'agir d'un Chinois, faites le 110 ». À la suite de vives protestations, ces tracts ont été rapidement retirés¹⁴.

Les pancartes et les affiches de la police ne sont que l'aspect le plus visible de cette discrimination. Dans les agences immobilières, les magasins, les bains publics ou les bars, il est ainsi courant de se voir fermer la porte d'entrée lorsque l'on n'est pas Japonais. Dans un *izakaya* de Tokyo, un Chinois, pourtant naturalisé japonais, s'est vu mis à la porte par deux fois. Alors qu'il buvait un verre, la « *mama* » lui a fait passer un papier sur lequel était signalé que l'établissement n'acceptait pas les étrangers et qu'il allait indisposer les autres clients. Ce Japonais d'origine chinoise a porté l'affaire devant la justice et a gagné son procès en septembre 2004¹⁵. Mais ce type de procès

12 « *Proposing Rights for Foreigners* » in *The Japan Time*, 3 juin 2003, p. 14.

13 Pour un aperçu de l'affaire Otaru et de nombreux autres cas, voir le site internet de Debito Arudou : www.debito.org.

14 « «*Ajiakei*» ha hanzaisha desuka » (Les « Asiatiques » sont-ils tous des criminels ?) in *Asahi Shimbun*, 25 juin 2001, p. 14.

15 « *Huaren fating kangzheng huosheng* » (Un Chinois au tribunal lutte et sort gagnant) in *Zhongwen Daobao*, 23 septembre 2004, p. 1.

reste encore rare puisqu'il n'existe pas de loi sur la discrimination au Japon et que le seul recours est d'invoquer la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

Alors que la discrimination envers les Occidentaux est souvent liée à l'idée qu'ils ne savent pas se comporter selon les règles sociales japonaises, dans le cas des Asiatiques et plus particulièrement des Chinois, la crainte d'avoir affaire à un mal-facteur est souvent la raison du rejet. La criminalisation de l'étranger alimente la discrimination. C'est pour cela que les chercheurs et associations de défense des droits des étrangers au Japon tirent la sonnette d'alarme devant la banalisation du discours sur la criminalité des étrangers, dont les Chinois sont aujourd'hui les premières victimes.

UNE AUTRE IMAGE DES CHINOIS AU JAPON : MIGRATION QUALIFIÉE, MOBILITÉ SOCIALE ET INTÉGRATION

« Nous sommes profondément indignés par la façon dont la criminalité des Chinois au Japon fait l'objet d'une sur-médiatisation. À l'opposé, les réalisations, les succès des Chinois arrivés comme étudiants restent quasi inconnus. La question centrale est de savoir ce que nous pouvons faire pour revaloriser l'image des étudiants chinois au Japon. » (Duan, 2000 : 118).

Ces quelques mots sont tirés de la biographie de Duan Yuezhong, créateur d'une maison d'édition spécialisée dans les questions relatives aux relations sino-japonaises et à la communauté chinoise au Japon, la maison d'édition *Nihon Kyôhō*. Bien que les Chinois relativement privilégiés et hautement qualifiés souffrent rarement de discrimination, il n'en reste pas moins que, par besoin de reconnaissance dans la société d'accueil, ils cherchent à s'affranchir de l'image négative accolée au « travailleur immigré » ou aux étudiants chinois et promeuvent une autre image d'eux-mêmes.

*« Depuis le lancement de la politique de réformes et d'ouverture, les Chinois ont activement participé aux efforts de développement japonais. Des étudiants aux professeurs, des entrepreneurs aux cadres des grandes entreprises, des acteurs ou autres artistes aux spécialistes des arts martiaux, les Chinois ont un impact réel sur ce pays. »*¹⁶

Duan Yuezhong, à travers ses publications s'efforce de mettre en valeur la réussite de nombre de Chinois au Japon. En 2000 le *Zhongwen Daobao*, un journal édité en chinois, a publié un ouvrage de témoignages de résidents chinois racontant leur expérience au Japon (Zhongwen Daobao 2000). En introduction, les rédacteurs expliquent que c'est dans le but de faire découvrir qui sont vraiment les jeunes chinois qui viennent de plus en plus nombreux au Japon que ces récits personnels ont été rassemblés. De même en 2005, Duan Yuezhong a aussi publié un ouvrage bilingue, des entretiens recueillis par deux journalistes chinois auprès d'entrepreneurs vivant au Japon (Sun et Zhuang, 2005). Encore une fois la motivation de ces journalistes était de

16 Duan, Yuezhong : « China in Japan » in Japan Look, octobre 1998, p. 4-9.

faire connaître à un large public la vie de ces Chinois qui « anonymement contribuent à la société japonaise et au développement économique du Japon, et qui donnent beaucoup d'eux-mêmes pour approfondir les échanges sino-japonais »¹⁷. L'objectif était de faire contrepoids aux médias japonais qui divulguent une image négative des Chinois.

Pour saisir cette autre réalité de la population chinoise au Japon, il est nécessaire de décrire le parcours migratoire des ces nouveaux arrivants qui est fortement dominé par la sédentarisation de Chinois arrivés comme étudiants.

Le statut d'étudiant comme première modalité d'entrée : un facteur de forte mobilité socioprofessionnelle

Même si le statut d'étudiant n'est pour certains migrants qu'un moyen de venir travailler au Japon, il s'agit d'un canal d'immigration très sélectif. Dans tous les pays industrialisés, les études sont la « voie royale de l'expatriation » : les deux tiers des travailleurs étrangers hautement qualifiés vivant dans les pays de l'OCDE seraient entrés dans leur pays d'accueil en tant qu'étudiants (Meyer et Hernandez, 2004 : 27 ; OECD, 2001). La prépondérance des étudiants et anciens étudiants parmi les nouveaux migrants chinois au Japon explique que la population chinoise en l'espace d'une génération, ait accédé à des emplois qualifiés et se soit insérée dans les classes sociales moyennes, voire privilégiées, de la société d'accueil.

Une communauté *newcomer* dominée par la figure de l'étudiant

À la fin des années 1970 et au début des années 1980, deux phénomènes se sont conjugués de chaque côté de la mer de Chine de l'Est qui ont modelé les nouveaux flux d'immigration chinoise au Japon. D'une part, avec le lancement de la politique de réformes et d'ouverture en 1978, la Chine autorise les sorties des ressortissants chinois. Cette libéralisation s'est faite de façon progressive ne concernant tout d'abord que les rapprochements familiaux et l'envoi d'étudiants financés par le gouvernement. En 1984, l'autorisation des sorties pour les étudiants s'autofinanciant est le point de départ d'un nouvel boom des études à l'étranger.

Cette nouvelle étape de l'ouverture des frontières chinoises pour les étudiants a coïncidé au Japon avec le lancement en 1983 par le Premier ministre de l'époque, Nakasone Yasuhiro, d'une politique dite des « 100 000 étudiants étrangers ». L'objectif de cette politique, prise dans un contexte plus large de campagnes en faveur de l'internationalisation du Japon, était d'atteindre le chiffre de cent mille étudiants étrangers en l'an 2000. Ainsi la forte demande d'études à l'étranger des jeunes Chinois

17 Article des deux auteurs du livre, paru dans le journal électronique de Duan, Yuezhong : « Zainichi kajin no koe » (Paroles de Chinois du Japon) in Nihon Kyôhō denshi shûkan, No 486, 29 juin 2005. Disponible sur <http://duan.exblog.jp/m2005-06-01/#1120798>.

a rencontré au Japon une réponse favorable. Le nombre des étudiants chinois connaît une croissance remarquable : au niveau universitaire il passe de 29 354 en 1990 à 90 746 en 2004. Un léger ralentissement s'est fait sentir entre 1996 et 1998, le Japon ayant durci les conditions d'obtention du visa étudiant pour limiter la présence de travailleurs en situation irrégulière. Mais dès le début des années 2000, les procédures d'entrées pour les étudiants sont à nouveau simplifiées, occasionnant une seconde grande vague d'arrivées.

Figure 2 : Nombre d'étudiants chinois de niveau universitaire au Japon 1990-2005

Sources : Bureau de l'immigration : *Shutsunyû Koku Kanri* [en ligne]. Tokyo : ministère de la Justice, éditions annuelles 2003, 2004, 2005, 2006 [consultées le 6 avril 2006]. Disponible sur : <http://www.moj.go.jp/>

Les effectifs d'étudiants chinois ne s'accroissent pas seulement en nombres absolus ; leur proportion dans l'ensemble des étudiants étrangers se renforce. Ils représentent plus des deux tiers de l'ensemble des étudiants étrangers du pays.

Tableau 3 : Pourcentage de Chinois dans l'ensemble des étudiants étrangers, 1998-2004

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Niveau universitaire	54,3	55,5	58,9	63,1	66,8	69,3	69,9
Écoles de langues, écoles professionnelles	65,3	66,0	70,3	72,2	74,7	77,0	68,1

Sources : Bureau de l'immigration : *Shutsunyû Koku Kanri* [en ligne]. Tokyo : ministère de la Justice, éditions annuelles 2003, 2004, 2005, 2006 [consultées le 6 avril 2006]. Disponible sur : <http://www.moj.go.jp/>

Les nouveaux flux d'immigration chinoise à partir des années 1980 sont ainsi fortement dominés par les étudiants. À première vue, cette population étudiante peut être en partie considérée comme une immigration de main-d'œuvre non qualifiée, mais la situation est en réalité plus complexe. Certes, en acceptant un très grand nombre d'étudiants étrangers, le Japon procède à une importation biaisée de main-d'œuvre. Les entretiens réalisés auprès d'étudiants ou d'anciens étudiants chinois au Japon, mettent en évidence qu'une partie d'entre eux est venue avec ce visa dans le but de travailler, d'épargner de l'argent et de rentrer en Chine. Grâce au statut d'étudiant ils peuvent officiellement travailler vingt heures par semaine et au-delà pendant les périodes de vacances scolaires. De façon temporaire, la quasi-totalité des étudiants chinois au Japon est obligée d'accepter des emplois non qualifiés pour financer ses études.

Cependant, il ne faut jamais oublier que les canaux d'entrée au Japon restent très sélectifs. Même pour être accepté dans une école de langue, il est nécessaire d'avoir accompli des études secondaires et d'avoir suivi un minimum de cours de japonais avant de faire la demande d'un visa. Les entretiens montrent très clairement que le niveau de formation de ces étudiants chinois au Japon est élevé, une large majorité d'entre eux est diplômée d'une université chinoise et/ou occupait en Chine un poste stable et qualifié avant de venir.

La plupart des Chinois arrivés comme étudiants en langue japonaise ont le réel désir d'entrer dans une université japonaise et d'en ressortir diplômés. Malgré les cas d'écoles de langue peu scrupuleuses qui en échange des frais d'inscription, laissent leurs étudiants sans suivi (certains cas ont fait grand bruit dans la presse japonaise au cours des années 1990), nombre de responsables des écoles de langue soulignent au contraire le grand sérieux et l'ambition de leurs étudiants chinois. Ils sont en général plus motivés pour passer des concours universitaires que les étudiants d'autres nationalités qui viennent seulement apprendre la langue¹⁸. Dans certaines universités et écoles professionnelles qui n'accueillent que des étudiants chinois, on observe un taux de réussite proches de 100 % aux examens d'entrée. De plus, par rapport aux étudiants d'autres origines, les Chinois semblent viser très largement les universités, voire les écoles doctorales, plutôt que les cycles courts ou professionnalisants des écoles spécialisées¹⁹. Les étudiants chinois constituent un vivier pour une immigration hautement qualifiée.

Du statut d'étudiant au permis de travail, au statut de résident permanent

Comme dans les autres pays d'accueil le taux de non-retour des étudiants venus de pays moins riches est élevé au Japon. Ainsi les étudiants chinois entrés au Japon au cours des vingt dernières années sont la principale composante de la population des *newcomers* chinois. Une fois diplômés, le passage d'un visa d'étudiant

18 Entretien réalisé à Tokyo le 18 novembre 2004.

19 D'après les données du site Internet *Japanese Language School Database* qui recense plus de 400 écoles de langue japonaise et en donne les taux de réussite aux concours d'entrée dans les universités : <http://www.aikgroup.co.jp/j-school/index.htm>

à un visa de travail leur a permis de s'installer de manière plus durable. Les transferts d'un statut à un autre se sont multipliés au fil des années depuis le milieu des années 1980. En 1984, pour la première fois, quatre étudiants chinois obtiennent l'autorisation de travailler au Japon. L'année suivante, leur nombre s'élève à 38 et il va ainsi augmenter régulièrement d'année en année (Duan, 2003, p. 203). Ils étaient plus de 4 000 en 2005, cumulant 71 % des autorisations de travailler au Japon à la fin des études.

Figure 3 : Transferts du visa d'étudiant au visa de travail par nationalité

Sources : Bureau d'immigration : *Heisei 14 nen ni okeru ryûgakusei tô no nihon kigyô he no shûshoku jôkyô ni tsuite* (Embauche des étudiants étrangers dans les entreprises japonaises au cours de l'année 2005) [en ligne]. Tokyo : ministère de la Justice, juillet 2006 [consulté le 3 juillet 2007]. Disponible sur : <http://www.moj.go.jp/PRESS/030708-1/030708-1.html>

Parmi les 4 186 étudiants chinois qui ont pu transformer leur visa en 2005 plus des trois quarts sont classés « spécialiste en sciences humaines et affaires internationales » (3 180 cas). Ils ont en général trouvé un emploi de traducteur ou d'interprète, ou encore dans les services de relations internationales des grandes entreprises. Parmi ceux qui ont obtenu le visa d'ingénieur (781) on compte de nombreux informaticiens. Notons encore que 154 d'entre eux ont obtenu un visa de professeur d'université, ce qui suppose un très haut niveau de formation.

Les personnes en possession d'un visa de travail sont ainsi de plus en plus nombreuses et représentaient 9,4 % des résidents chinois en 2004. Beaucoup obtiennent après un certain temps un permis de résidence permanente. Aujourd'hui le statut de « résident permanent » est le plus répandu parmi les Chinois, à égalité avec celui d'étudiant. Leur nombre s'est accru tout au long des années 1990 et 2000 pour atteindre en 2005 plus de 106 000 personnes ; autrement dit, un résident chinois sur

cinq est aujourd'hui résident permanent. De très nombreux résidents permanents et détenteurs d'un visa de travail sont donc d'anciens étudiants. Ceci est également vrai, dans une moindre mesure, des résidents chinois enregistrés sous les statuts d'« époux/épouse de Japonais » ou de « membre de famille de résidents étrangers ».

Après un cheminement migratoire allant des études au visa de travail, puis au statut de résident permanent, nombreux sont les Chinois qui se sont installés durablement au Japon. Les flux d'étudiants ont par là joué un rôle central dans le renouvellement de la population chinoise au cours des vingt dernières années. Ceci suppose une forte sélection à l'entrée des nouveaux arrivants. Une fois diplômés de l'université japonaise, ceux qui ont pu rester ont souvent obtenu rapidement des postes qualifiés dans les meilleures entreprises. Beaucoup d'autres ont d'abord travaillé à des postes sous-qualifiés avant de se lancer dans la création de leur propre entreprise. En l'espace d'une génération, ces Chinois arrivés comme étudiants, qui d'une certaine manière ont connu un déclassement social temporaire en travaillant pour payer leurs études, ont rapidement accédé à des emplois hautement qualifiés et à une situation sociale stable.

Insertion dans le marché du travail : quelques exemples emblématiques de réussite

Duan Yuezhong, dont nous avons parlé ci-dessus, a publié une sorte de recueil ou d'annuaire du monde académique et professionnel des Chinois au Japon (Duan, 1998). Il s'attache, en priorité, à démontrer la présence des Chinois au sein de deux corps de professions : les enseignants-chercheurs et les entrepreneurs.

Pour ce qui est des enseignants-chercheurs, la liste établie par Duan compte 541 Chinois — soit 541 personnes qui étaient entrées en contact avec lui — mais il estime leur nombre total à quelques 3 000. À ce chiffre il ajoute celui des Chinois travaillant pour des instituts de recherche, 2 000 personnes selon son estimation. Il souligne également leur haut niveau de formation. Parmi les 541 personnes de la liste, 60 % sont titulaires d'un doctorat et 17 % d'un master.

Afin de souligner la vitalité et la visibilité des chercheurs chinois au Japon, Duan prend pour critère le palmarès des universités japonaises publié chaque année par *Asahi Shimbun*. Un des critères de ce palmarès est la présence dans les médias des professeurs et chercheurs de chaque université, les personnes le plus souvent citées ou sollicitées pour des articles, des débats télévisés, etc. Pour l'année 1998, parmi les universitaires les plus présents dans les médias se trouvaient un nombre croissant de Chinois²⁰. Le plus connu d'entre eux est certainement Zhu Jianrong, de l'université Toyo Gakuen, qui est passé de la 55^{ème} à la 5^{ème} place de ce palmarès entre 1998 et 1999.

20 Duan, Yuezhong : « China in Japan », article cité, p. 6.

Le second groupe de professionnels chinois que Duan met en évidence est celui des entrepreneurs. En 1998, son *Zainichi Chûgokujin Taizen* répertoriait 439 sociétés dirigées par des Chinois (*old* et *newcomers*), dont plus de 200 par d'anciens étudiants chinois au Japon. Les activités des entreprises citées sont diverses, allant de la société de conseil aux écoles de chinois ou d'aïkido, du salon de beauté au commerce. Cependant Duan dégage trois principaux secteurs d'activités : l'informatique, les médias et le commerce international.

Le secteur de l'informatique est certainement le plus caractéristique de l'insertion économique des *newcomers* chinois. L'histoire du fondateur de la société d'informatique EPS est un exemple brillant du parcours des étudiants chinois arrivés dans les années 1980, qui sont diplômés de l'université japonaise et qui ont réussi sur le marché japonais. La société EPS a été créée en 1991 à Tokyo par un *newcomer* chinois. En juillet 2001, la société entre en bourse à la Jasdaq et, depuis, son activité a augmenté en moyenne de 20 % par an. En 2001, avec un chiffre d'affaires de 4,3 milliards de yens, l'entreprise a dégagé 550 millions de yens de bénéfices. En 2004, le chiffre d'affaire s'élevait à 11,5 milliards de yens et les bénéfices à 1,5 milliards de yens. EPS compte aujourd'hui plus de 1 000 employés et a développé des succursales à Pékin et Shanghai²¹.

La société EDIC a également été créée par un étudiant chinois en 1998. En 2000 « grâce à une bonne gestion et à un système de formation continue des employés » l'entreprise a fidélisé d'importants clients, dont NTT, (la grande entreprise japonaise de télécommunications) et a changé d'envergure. Elle installe alors une partie de ses activités en Chine, à Dalian. Elle est la première entreprise créée par un Chinois au Japon à établir en Chine un centre de formation orienté vers les besoins du marché japonais en logiciels. À la fin de 2005, EDIC s'associe avec une société chinoise du Hunan, ce qui confirmerait la tendance actuelle des entreprises chinoises d'informatique au Japon à s'engager plus avant avec les entreprises de sous-traitance en Chine et à sélectionner des partenaires selon des critères plus exigeants en termes de qualité²².

Le parcours de Zhang Shuming lie le monde de l'entreprise et celui de la recherche. Zhang est arrivé au Japon en 1995 en tant que professeur-chercheur à l'université de Keio. Il y travaille deux ans puis décide de rester au Japon et trouve un emploi dans une société de développement informatique. En 2000 il crée la société Netcom avec quatre amis chinois. Leur objectif est d'élaborer des logiciels originaux. Ils créent ainsi un système de sécurité informatisé qui connaît très rapidement un réel succès. La société travaille aujourd'hui en coopération avec de grandes entreprises

21 « Cong Jasdaq zouxiang zheng'erbu » (Du Jasdaq au second marché de la Bourse de Tokyo) in *Zhongwen Daobao*, n° 537, 1^{er} octobre 2004, p. 8. (Le second marché, ou seconde section du marché de la Bourse de Tokyo, regroupe des entreprises plus petites que celles du premier marché. Le Jasdaq est, lui, un marché *Over the Counter*, non organisé).

22 « Hua qi EDIC huishe yu guonei qiye jieban » (La société chinoise EDIC travaille en association avec des sociétés en Chine) in *Zhongwen Daobao*, n° 554, 10 février 2005, p. 6.

japonaises telles que Matsushita ou Mitsui. En outre, elle vend son logiciel en Chine et coopère avec la *Zhongguo lianbang ruanjian* (Fédération chinoise des logiciels). Comme il le dit lui-même Zhang fait partie de ces nombreux « universitaires créateurs d'entreprise ». Au début de l'année 2005, il a obtenu pour sa société deux prix au concours des entreprises les plus innovantes de la Préfecture de Kanagawa : le premier pour les entreprises de logiciels et le second toutes catégories confondues. La même année, il a été désigné comme le chef d'entreprise étranger de l'année par la ville de Kawasaki²³.

Mobilité socioprofessionnelle : un facteur d'intégration

Le statut social acquis grâce à l'importante mobilité socioprofessionnelle des Chinois au Japon a favorisé leur implication citoyenne. Leur niveau d'éducation et de formation, leur type d'emploi, leur maîtrise de la langue japonaise sont autant d'éléments qui, en leur donnant confiance en eux, peuvent expliquer cette implication dans la vie politique et culturelle locale.

Citoyenneté locale

Pour illustrer la participation des Chinois à la vie civique locale, l'Assemblée représentative des résidents étrangers de Kawasaki (*Kawasaki-shi gaikokujin shimin daihyōsha kaigi*) est un bon exemple. Créée en 1996, cette Assemblée a été et reste encore aujourd'hui l'expérience la plus poussée de participation des résidents étrangers à la vie politique locale au Japon. Elle comprend 26 membres, sélectionnés par un comité sur lettre de motivation, qui siègent pour une période de deux ans. Une fois par an, l'Assemblée présente au maire de la ville un rapport sur les réflexions menées et les demandes formulées. Or, depuis sa création, le nombre de candidatures des résidents chinois a toujours été particulièrement élevé comparativement à celui d'autres communautés étrangères. Lors de la première session de l'Assemblée en 1996, 102 Chinois avaient déposé une lettre de motivation pour une population de 3 388 personnes. Les Coréens, dont la population était deux fois plus nombreuse, n'avaient présenté que 72 candidatures. Les Brésiliens avaient déposé huit candidatures pour une population de 1 784 personnes. À l'exception de la session de 1998, les candidatures chinoises ont toujours été les plus nombreuses, ce qui semble refléter un désir d'investissement dans la vie locale.

Cette implication dans la vie civique locale est confirmée par deux enquêtes, l'une menée en 1997 dans la métropole de Tokyo, l'autre en 2001 dans la préfecture de Kanagawa (qui fait partie de la conurbation de la capitale)²⁴. Les deux enquêtes

23 « *Xuezhe chuanyue jing aotou* » (Ruée des intellectuels dans les affaires) in *Zhongwen Daobao*, 17 février 2005, p. 5.

24 Bureau des affaires sociales et culturelles de Tokyo : *Tôkyô-to zaijû gaikokujin seikatsu jittai chōsa* (Enquête sur les conditions de vie des habitants étrangers à Tokyo). Tokyo : Seikatsu Bunka Kyoku, 1997 ; Groupe de recherche sur la politique internationale de la préfecture de Kanagawa : *Kanagawaken gaikokuseki jûmin seikatsu jittai chōsa hōkokusho* (Rapport de l'enquête sur les conditions de vie des habitants de nationalité étrangère de la Préfecture de Kanagawa). Yokohama, 2001, non publié.

soulignent la forte participation, ou désir de participation, des Chinois aux activités municipales à la fois politiques et culturelles. Dans l'enquête de Tokyo, près de 30 % d'entre eux exprimaient leur désir de participer aux événements locaux, pourcentage à comparer avec les 17 % des autres Asiatiques et les 22 % des Latino-américains. Dans l'enquête de Kanagawa, 47 % des Chinois disent participer aux événements locaux (32 % des Latino-américains et 27 % des Asiatiques du Sud-Est) et 21 % disent participer à des réunions municipales (12 % pour les Latino-américains et 15 % pour les Asiatiques du Sud-est). Les comportements des Chinois sont, à ce sujet, proches de ceux des résidents occidentaux, ce qui peut s'expliquer par un niveau socio-économique comparable.

Droit de vote pour les Chinois naturalisés

Il n'existe encore que quelques rares enquêtes sur la participation politique des *newcomers* chinois naturalisés japonais, toutefois, les données disponibles mettent en évidence une participation aux élections relativement élevée.

Dans une enquête sur la naturalisation au Japon, Asakawa Akihiro (Asakawa, 2003), a posé deux questions relatives à la participation aux élections. La première portait sur la participation à celle de la Chambre des Représentants (*shūgiin*) de juin 2000, la seconde sur l'intention de participer à celle de la Chambre du Conseil (*sangiin*) de juillet 2001. Aux élections de juin 2000, parmi les personnes interrogées (naturalisées au cours des deux dernières années), 67 % des personnes d'origine coréenne avaient participé au vote ainsi que 63 % des personnes d'origine chinoise (RPC et Taiwan). Leur taux de participation était donc supérieur à celui de l'ensemble de la population qui était de 62,5 %. De même, en prévision des élections de juillet 2001, la mobilisation des personnes d'origine chinoise était forte : 72 % d'entre elles avaient l'intention de voter.

À la veille des élections législatives de septembre 2005, le *Zhongwen Daobao* a mené une enquête auprès de ses lecteurs. Le niveau d'intention de vote était encore une fois élevé. L'enquête a concerné des personnes naturalisées vivant au Japon depuis un à vingt-et-un ans, donc des nouveaux arrivants. 77 % ont répondu qu'il leur semblait essentiel de participer aux élections dès qu'ils avaient acquis la nationalité japonaise, 61 % ont affirmé avoir déjà voté à des élections japonaises et 64 % avaient décidé d'aller voter le 11 septembre²⁵.

Pour le journaliste du *Zhongwen Daobao*, les Chinois naturalisés de la vague migratoire récente sont en train de devenir un groupe d'opinion non négligeable dans la vie politique. Il s'agit d'un groupe bien représenté et actif dans les universités ou les grandes entreprises, dont la conscience politique se construit au fil des expériences et

25 « 9.11 daxuan huaren bu gan bi shangguan » (Les huaren ne se contentent pas d'être spectateurs des élections législatives du 11 septembre) in *Zhongwen Daobao* [en ligne], 1^{er} septembre 2005, n° 581 [consulté le 1^{er} septembre 2005]. Disponible sur <http://www.chubun.com/2005/09a/gb/13-01.htm>

qui participe de plus en plus à la vie politique. Ainsi le journal a reçu et a publié la lettre d'un groupe de six Chinois naturalisés qui ont lancé un appel contre l'extrême droite japonaise. Leur lettre est parue sous le titre « *Buyao jiang ni baogui de yipiao tou gei taoyan zhongguo de yiyuan, youyi yiyuan* » (Votre voix est précieuse, ne la donnez pas à un député qui dénigre la Chine ni à un député de l'extrême droite). L'objectif de ces Chinois est de responsabiliser les personnes d'origine chinoise, de les pousser à approfondir leur propre opinion. L'un des six signataires, M. Tanaka, raconte que pendant longtemps il n'a pas bien saisi la valeur de son droit de vote et qu'il votait systématiquement pour le *Jimintô* parce qu'un candidat de ce parti l'avait aidé dans ses démarches de naturalisation. Il lui a fallu du temps avant de comprendre que sa voix lors des élections lui permettait d'exprimer son insatisfaction quant à la politique du *Jimintô*, plus particulièrement de *Koizumi*, qu'il trouve blessante pour la Chine²⁶. Ainsi, au-delà d'un taux de participation aux élections particulièrement élevé, il est intéressant de souligner que la population chinoise nouvellement arrivée s'engage de plus en plus dans le débat politique et souhaite que son opinion et ses intérêts soient pris en compte.

L'implication dans la vie politique achève de déconstruire un stéréotype tenace sur les Chinois à l'étranger : celui d'une communauté plus soucieuse de sa prospérité économique que de sa place dans la politique du pays d'accueil (Freesan, 2000 : 2). La population chinoise à l'étranger est ainsi souvent décrite sous l'angle de ses pratiques entrepreneuriales et commerçantes au détriment d'autres caractéristiques. Le caractère temporaire du séjour à l'étranger, les liens forts entretenus avec le pays d'origine expliqueraient leur faible implication dans la vie politique (Cohen, 1997 : 87). Le cas des *newcomers* au Japon vient confirmer que ce qui détermine en grande partie la participation politique ou, plus largement, la participation civique des résidents étrangers est leur niveau socioculturel, leur maîtrise de la langue, leur confiance en eux ainsi qu'un ensemble de facteurs propres à la société d'accueil. Nous avons vu que face à une image dévalorisante véhiculée par les médias, les nouveaux arrivants chinois sont à la recherche de reconnaissance de la part de la société d'accueil. L'engagement citoyen peut être un moyen de confirmer leur statut dans cette société. Il peut à la fois être analysé comme le résultat de leur accomplissement socioprofessionnel, donc d'une certaine confiance en soi, et comme une source supplémentaire d'accomplissement personnel et de confirmation de leur position sociale.

CONCLUSION

La présence de plus en plus visible des Chinois au Japon entraîne des crispations qui nous semblent bien illustrées par le fait que l'image la plus souvent véhiculée par les médias japonais est celle du Chinois en situation précaire, fauteur de trouble, voire criminel. Au contraire, il est beaucoup plus rarement fait référence à la réussite de très nombreux nouveaux arrivants chinois, à leur insertion économique et à

26 « 9.11 daxuan huaren bu gan bi shangguan », article cité ci-dessus note 25.

leur dynamisme citoyen, encore moins au fait que chaque année 4 000 à 5 000 d'entre eux deviennent Japonais. Autrement dit, tout ce qui relève de leur intégration et de leur participation à la société japonaise n'est pas mis en avant.

Les crispations, la méfiance qui entoure l'immigration en général et l'immigration chinoise en particulier sont loin de résumer les évolutions aujourd'hui à l'œuvre dans la société japonaise en matière d'accueil des étrangers. Le cas de l'Assemblée représentative des résidents étrangers de Kawasaki, que nous avons évoquée ci-dessus, n'est qu'un exemple parmi beaucoup d'autres des initiatives prises par les autorités locales pour promouvoir les échanges et le multiculturalisme, voire l'implication citoyenne des résidents étrangers. Face à un gouvernement central qui reste muet sur les questions d'accueil des étrangers, les autorités locales relayées par les associations de citoyens et conseillées par des universitaires sont ainsi à l'origine d'une redéfinition de la citoyenneté au Japon.

Les succès récents de discours ultranationalistes venus raviver et radicaliser les théories d'un Japon ethniquement et/ou culturellement homogène qui tirerait précisément sa force de cette homogénéité, peuvent donner l'impression qu'il est difficile de faire évoluer les conceptions de l'identité japonaise. L'exemple de l'insertion économique et de l'intégration sociale des immigrants chinois de la vague migratoire récente amène au contraire à penser que la société japonaise est déjà en train d'évoluer. La mixité croissante au sein des familles, aspect que nous n'avons pas pu développer ici, contribue aussi fortement aux transformations de cette société. Aujourd'hui un mariage célébré au Japon sur vingt est un mariage mixte, les unions sino-japonaises étant les plus fréquentes. Les époux/épouses étrangers de Japonais ainsi que les enfants issus de ces mariages sont très certainement un facteur de changement important pour l'identité japonaise, pour la définition même de ce qu'être Japonais signifie.

Références bibliographiques

- ASAKAWA Akihiro (2003) *Zainichi gaikokujin to kika seido* (Les étrangers au Japon et le système de naturalisation), Tokyo, Shinkansha, 202 p.
- BALIBAR Etienne (1988) Y a-t-il un « néo-racisme » ? in Etienne Balibar et Immanuel Wallerstein : *Race, Nation, classe, Les identités ambiguës*. Paris, La Découverte, 1988, pp. 27-41.
- BARKER Martin (1981) *The New Racism: conservatives and the new ideology of the tribe*. London, Junction Books, viii-183 p.
- DUAN Yuezhong (1998) *Zainichi Chûgokujin Taizen* (Annuaire des Chinois au Japon). Tokyo, Nihon Kyôhō, 950 p.
- DUAN Yuezhong (dir.) (2000) *Chûgokujin no Nihon funtô ki* (Recueil des combats des Chinois au Japon), Tokyo, Nihon Kyôhō.
- DUAN Yuezhong (2003) *Gendai Chûgokujin no nihon ryûgaku* (Les étudiants chinois au Japon aujourd'hui), Tokyo, Akashi, 400 p.
- FREEDMAN Amy L. (2000) *Political Participation and Ethnic Minorities: Chinese Overseas in Malaysia, Indonesia, and the United States*, London, Routledge, 224 p.
- FRIMAN Richard H. (2001) Immigrants, Smuggling and Treats to Social Order in Japan, in David Kyle and Rey Koslowski dir., *Global Human Smuggling: Comparative Perspectives*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, pp. 294-317.
- HERBERT Wolfgang (1996) *Foreign Workers and Law Enforcement in Japan*, London, Kegan Paul, 1996, p. x-375.
- LI Minghuan (2002) A Group in Transition: Chinese Students and Scholars in the Netherlands in Pál Nyiri and Igor Savelyev (dir.), *Globalizing Chinese Migration, Trends in Europe and Asia*, Burlington, Ashgate, pp. 173-188.
- LIE John (2000) The discourse of Japanese in Mike Douglass and Glenda S. Roberts dir. *Japan and Global Migration: Foreign Workers and the Advent of a Multicultural Society*, London, Routledge, pp. 70-90.
- MEYER Jean-Baptiste et HERNANDEZ Valeria (2004) Les diasporas scientifiques et techniques : état des lieux, in Mihaela Nedelcu dir., *La mobilité internationale des compétences, Situations récentes, approches nouvelles*. Paris, L'Harmattan, pp. 19-60.
- MIYAJIMA Takeshi (1997) Immigration and the Redefinition of "Citizenship" in Japan, in T.K. Oomen dir., *Citizenship and National Identity: from Colonialism to Globalism*, London, Sage, pp. 121-141.
- ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (2001) *International Mobility of the Highly Skilled*, Paris, OCDE, 8 p.
- RÉSEAU DE SURVEILLANCE DES DISCRIMINATIONS ENVERS LES ÉTRANGERS (2004) *Gaikokujin hôimô. "Chian akka" no scapegoat* (Les étrangers assiégés. Les boucs émissaires de la « dégradation de l'ordre public ») Tokyo, Gendai Ninbun.
- SUN Jianhe et ZHUANG Zhixia (2005) *Sôgyô monogatari. Zainichi chûgokujin jijutsu* (Histoires d'entrepreneurs. Des Chinois du Japon racontent). Tokyo, Nihon Kyôhō, 268 p.
- THUNØ Mette (2002) From foreign Students to Highly Skilled Migrants: Implications of Danish Scholarship Programmes for Chinese Students in Tajima Junko (dir.) *Nihon, EU ni okeru chûgokukei imin jûsha no idô to teichaku ni kansuru kenkyû* (Migration et installation des Chinois au Japon et en Europe), Tokyo, Fondation Toyota pour la Recherche, pp. 273-283.
- ZHANG Guochu (2003) Migration of Highly Skilled Chinese to Europe: Trends and Perspective, *International Migration*, 2003, vol. 41, n° 3, pp 73-95.
- ZHONGWEN Daobao dir. (2000) *Tonari no Chûgokujin- zainichi Chûgokujin "Nihon seikatsu" taiken shuki shû* (Nos voisins les Chinois. Les résidents chinois racontent leur expérience du Japon). Tokyo, Zhongwen Daobao ed.
- ZWEIG David, CHEN Chuanggui and Stanley ROSEN (2004) Globalization and Transnational Human Capital: Overseas and Returnee Scholars to China. *The China Quarterly*, sept., n° 179, pp. 735-757.

Nouvelle immigration chinoise et société d'accueil japonaise : entre représentations criminalisantes et ascension sociale

Hélène LE BAIL

Depuis le milieu des années 1980, le Japon a reçu un nombre très important d'étudiants chinois. Ces nouveaux flux d'entrants se comprennent par la conjoncture de deux politiques : la libéralisation de l'émigration du côté chinois et le lancement en 1983 d'une politique des « 100 000 étudiants étrangers d'ici 2000 » du côté japonais. Depuis, le Japon est devenu une des premières destinations pour les étudiants chinois. Ils représentent une part importante de la population chinoise du pays, ce qui explique que, contrairement aux préjugés négatifs qui pèsent au Japon sur ces nouveaux flux, la grande majorité des résidents chinois jouissent d'une forte mobilité professionnelle et d'une bonne intégration dans le marché du travail. Cette intégration et cette mobilité sont certainement des facteurs d'une intégration plus profonde. Les succès de ces nouveaux migrants sont régulièrement médiatisés par la presse en langue chinoise au Japon. Si les résidents chinois développent des pratiques transnationales et expriment des appartenances multiples, ils font aussi preuve d'un fort engagement dans la société d'accueil.

Chinese New Migrants and the Japanese Host Society: Criminaziling Representations versus Social upward Mobility

Hélène LE BAIL

Since the mid-1980s, Japan has witnessed a boom of students coming from China. The new flow began with the liberalization of the emigration policy in China which came along with the "100 000 foreign students by 2000" policy launched by the Japanese government in 1983. Since then, Japan has been one of the favoured destinations of Chinese students. The fact that many Chinese residents arrived as students explains, contrary to prejudices toward the Chinese population in Japan, that most of them enjoy professional mobility and integration into the Japanese labour market. Integration into the work market and socio-occupational mobility may be a factor for further integration. The success stories of the new wave of Chinese student migrants are often underlined by Chinese media in Japan. Even if the Chinese residents in Japan develop transnational practices and multiplicity of belongings, they appear to engage themselves with the host society.

Inmigración china reciente y sociedad japonesa: entre representaciones criminalizantes y ascensión social

Hélène LE BAIL

Desde la mitad de los años 80 numerosos estudiantes chinos han venido a Japón. Este nuevo flujo de entradas es el resultado de cambios de política de ambos países: liberalización de la emigración en China y apertura del Japón a la inmigración estudiantil en 1983 (*política de los 100 000 estudiantes extranjeros de aquí a 2000*). El Japón es desde esta fecha uno de los destinos favoritos de los estudiantes chinos. Estos representan una parte importante de la población china del país, lo que explica que, contrariamente a los prejuicios negativos de los japoneses, la gran mayoría de los residentes chinos gozan de una fuerte movilidad profesional y de una buena integración en el mercado del trabajo. Ciertamente esta integración y esta movilidad son factores una integración mas profunda. Los éxitos de los chinos de esta ola migratoria reciente son ampliamente relatados por la prensa de lengua china publicada en Japón. Los residentes chinos tienen prácticas transnacionales y se reconocen pertenencias múltiples, pero también se implican en la vida de la sociedad de recepción.